



GWP-AO en action

2016

La terminologie démographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part du GWP/Afrique de l'Ouest sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, sur la délimitation de ses frontières. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles du GWP/AO.

Publié par : GWP/AO Ouagadougou, Burkina Faso

Droits d'auteur : Avril 2017 / Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP/AO).
La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente est interdite sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

ISBN : 978-2-918639-12-1

Disponible auprès de : Service de communication du GWP/AO
05 BP 6553 Ouagadougou 05 - Burkina Faso
Tél : +226 25 36 18 28 - 226 25 48 31 93
Email : gwp.westafrica@gwpao.org
Site web : www.gwpao.org

Coordination : Sidi Coulibaly, Responsable de la Communication et gestion des connaissances

Crédit photos: Toutes les photographies utilisées dans cette publication sont fournies par:
GWP AO, PNE- Bénin, PNE- Mali, PNE Burkina, PNE Ghana,
PNE Nigeria et GWPO (Stockholm).

TABLE DES MATIERES

	Pages
Acronymes	5
Mot du Président	6
Principaux défis	6
2016 en résumé	7
Programmes mis en œuvre	9
- Le Projet Mékrou	9
- Le PROGIS-AO	9
- Le WACDEP	9
Initiatives en cours de développement	9
- Nexus Eau -alimentation-Energie	9
- SDG/PF	9
- IPFM, gestion des inondations	9
Objectif stratégique 1	10
- Catalyser le changement dans la politique et la pratique	10
Objectif stratégique 2	15
- Générer et communiquer les connaissances	15
Objectif stratégique 3	18
- Renforcer les partenariats	18
Rapport financier	21
- Conclusion de l'Audit des comptes CORE, WACDEP, PROGIS	21
- Conclusion de l'Audit des comptes du Projet Mékrou	21
Publications 2016	21
Qui est qui au sein du GWP en Afrique de l'Ouest ?	22

A propos de GWP

Le réseau du Partenariat mondial de l'Eau (Global Water Partnership - GWP) est déterminé à bâtir un monde dans lequel la sécurité en eau est assurée pour tous. GWP est une organisation intergouvernementale et un réseau mondial de 13 partenariats régionaux de l'eau, 86 partenariats nationaux de l'eau et plus de 3 427 organisations partenaires dans 167 pays. Depuis sa création en 1996, les partenaires du réseau GWP ont travaillé avec les pays du monde entier pour promouvoir la gouvernance et la gestion des ressources en eau pour le développement durable.

Vision: Un monde où tous les besoins en eau sont satisfaits

Mission: Faire progresser la gouvernance et la gestion des ressources en eau en vue d'un développement durable et équitable.

Remerciements

GWP-AO est reconnaissant à GWPO, aux partenaires pour leur appui financier et contributions en nature qui aident à mettre en œuvre notre plan de travail, les projets et programmes. GWP-AO tient à remercier tous ceux qui ont contribué à ce rapport annuel.

ACRONYMES

ZIE	: Institut international d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
ABN	: Autorité du Bassin du Niger
ABV	: Autorité du Bassin de la Volta
AEN (DG-)	: Agence de l'Eau du Nakanbé (Direction Générale)
AMCOW	: Conseil des Ministres africains en charge de l'eau
AP	: Assemblée des Partenaires
ARID	: Association régionale pour l'Irrigation et le Drainage
BAD	: Banque Africaine de Développement
CCRE	: Centre de Coordination des Ressources en Eau
CEDEAO	: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	: Comité permanent inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CCNUCC	: Conférence Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
COP	: Anglicisme pour Conférence des Parties
CP	: Comité de Pilotage
CPCS	: Cadre permanent de Coordination et de Suivi
CST	: Comité scientifique et technique
CT	: Comité technique
EAA	: Eau et Assainissement pour l'Afrique (EAA), ancien CREPA
FAO	: Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GIRE	: Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIZ	: Coopération Allemande au Développement international
GWP	: Partenariat mondial de l'Eau
GWP/AO	: Partenariat mondial de l'Eau-Afrique de l'Ouest
GWPO	: Organisation du Partenariat mondial de l'Eau
MMDA	: Assemblées métropolitaines, municipales et de Districts
NDPC	: Anglicisme pour Commission Nationale pour la planification du Développement
NEPAD	: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
ODD	: Objectif de Développement Durable
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMVG	: Organisation pour la mise en Valeur du Fleuve de la Gambie
OMVS	: Organisation pour la mise en Valeur du Fleuve Sénégal
ONG	: Organisation non gouvernementale
PA	: Protocole d'Accord
PADD	: Plan d'action de développement durable
PANA	: Plan d'Action national d'Adaptation aux changements climatiques
PANGIRE	: Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PAR-GIRE/AO	: Plan d'Action régionale de l'Afrique de l'Ouest pour la Gestion intégrée des Ressources en Eau
PAMO-PREAO	: Plan de mise en Œuvre de la Politique des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest
PNA	: Plan National d'Adaptation aux changements climatiques
PNE	: Partenariat National de l'Eau
PNE-BF	: Partenariat National de l'Eau du Burkina
PNECI	: Partenariat National de l'Eau de Côte d'Ivoire
PNUE	: Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PROGIS-AO	: Projet de Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest
RAOB	: Réseau Africain des Organismes de Bassin
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SEPO	: Suivi/Evaluation/Planification Opérationnelle
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
UICN	: Union internationale pour la Conservation de la Nature
WACDEP	: Programme Eau Climat et Développement en Afrique
WRC	: Water Resources Commission
WWF	: Fonds mondial pour la Nature

Il est tout à fait indiqué, en cette année 2016 qui constitue une étape charnière pour les acteurs du développement durable et le Réseau-GWP en particulier, de rappeler que l'Afrique de l'Ouest reste confrontée à des défis divers liés aux Changements Climatiques et à leurs impacts sur les Ressources en Eau tant aux échelles saisonnière et intra-saisonnière qu'à l'échelle interannuelle. Dans ce contexte, le Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP/AO) s'est attelé au cours de l'année 2016 à la mise en œuvre des actions qui visent à accompagner les pays de la région dans leurs efforts pour relever les défis liés à l'atteinte des objectifs de développement durable. Les différentes initiatives en cours de mise en œuvre contribuent à la réalisation de cette ambition. Les projets « Eau au Service de la Croissance et de la Lutte Contre la Pauvreté dans le Bassin Transfrontalier de la Mékrou (Projet-MEKROU) », « Programme de Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGIS-AO) », ainsi que le projet « WACDEP », ont permis de poser des actions au bénéfice des populations des pays dans lesquels ces projets sont mis en œuvre. Je voudrais faire mention particulière des actions pilotes mis en œuvre dans le cadre notamment du Projet de Gestion Intégrée de la sécheresse au Mali, au Niger et au Burkina Faso, qui démontrent à souhait que de petites actions peuvent impacter véritablement le quotidien des populations.

Le GWP-AO a su compter sur la collaboration de ses partenaires stratégiques que sont le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la CEDEAO, l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), le Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'UICN-PACO, ZIE, etc. au niveau régional et sur toutes les alliances au sein des



Pr. Abel AFOUDA
Président GWP-AO

différents Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) pour contribuer à la résolution des questions liées à la sécurité en eau et à la résilience aux changements climatiques.

Au niveau de la gouvernance interne de notre réseau, nous avons consolidé les acquis liés à l'autonomie de gestion administrative et financière. C'est le lieu pour moi de remercier le secrétariat exécutif et la mobilisation des Partenariats Nationaux de l'Eau pour la coordination des activités.

La visibilité du GWP-AO reste encore un grand défi, et en 2016, des efforts importants ont été faits pour atteindre nos objectifs. Les travaux pour le développement du nouveau site du GWP-AO ont nécessité un investissement important en temps pour le responsable de la communication tout comme les efforts consacrés au développement des produits de connaissances pour le partage des expériences du réseau.

Ce document recense les principales activités menées par le GWP en Afrique de l'Ouest en 2016 et je voudrais remercier tous nos partenaires pour leur accompagnement et leur sollicitude.

Nous nous engageons en 2017, conformément à la stratégie générale du GWP, à continuer le combat en appui aux pays de la sous-région pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) dont l'Objectif n°6 dédié à l'eau et à l'assainissement. C'est donc certain que les tâches qui nous attendent au cours de cette année 2017 et des prochaines années est exaltante que je voudrais renouveler l'expression de ma profonde gratitude à chacun et à tous pour le soutien sans faille des objectifs et des actions du GWP-AO

Principaux défis

Les grands axes du programme de travail 2014-2016 dans le cadre de la stratégie 2014-2019 du GWP étaient, de :

- Tenir les réunions statutaires du Comité de Pilotage et assurer le bon fonctionnement des différents organes du GWP/AO ;
- Continuer à mener les actions initiées avec les partenaires tels que CCRE/CEDEAO, ABV, l'ABV, CILSS, UICN-PACO, ZIE, etc. ;
- Poursuivre les actions de renforcement de la collaboration, notamment avec les médias en partenariat avec l'UICN-PACO ;
- Maintenir les liens avec les partenaires en vue de prospecter les opportunités de financement ;
- Mettre en œuvre avec succès les différents projets dont les financements sont acquis, et développer de nouveaux projets ;

- Accompagner les pays de la région dans tous les domaines liés à la gouvernance de l'eau pour une amélioration des conditions de vie des populations ;
- Travailler avec les PNE pour un renforcement de leur gouvernance, et leur marche vers la conformité aux conditions d'accréditation, et ;
- Contribuer aux différents événements d'importance aux niveaux international, régional ou national, organisés par le GWP, les partenaires, et les PNE.

Le GWP/AO se devait aussi de poursuivre la consolidation de son statut d'autonomie de Gestion Administrative et financière en s'assurant que les PNEs bénéficiaires de projets soient plus performants dans la mise en œuvre des activités et des rapportages aussi bien techniques que financiers.

- Consolidation de l'autonomie de gestion administrative et financière du Secrétariat exécutif avec une importante partie des activités tournée vers la gouvernance interne du GWP/AO, et notamment les missions auprès des PNEs bénéficiaires de projets afin de s'assurer d'une bonne exécution des activités ;
- Poursuite de la collaboration avec des partenaires stratégiques comme le CCRE/CEDEAO, l'UICN, l'UEMOA, le CILSS, l'ABV (dans le développement des initiatives conjointes), ainsi que les médias etc. Nous travaillons à renforcer davantage les relations avec la CEDEAO, promotrice avec le CILSS en ce qui concerne l'initiative sur les changements climatiques ; mais cela s'est bien passé avec l'ABV, l'UICN et l'UEMOA qui ont travaillé avec le GWP/AO dans le cadre des projets en cours ou en développement.
- Grandes avancées du projet Mékrou qui a travaillé en 2016 à finaliser la situation de référence sur le bassin, à promouvoir le projet d'Accord-Cadre de Coopération pour la promotion du dialogue politique dans le sous bassin transfrontalier de la Mékrou, et à organiser les études sur les priorités Nationales de développement sur la portion Nationale du bassin dans chaque pays. Ces actions sont fondamentales dans le cadre de l'animation de la gestion d'un bassin partagé. A ce niveau se posent deux défis majeurs d'abord pouvoir s'assurer de l'engagement des Etats et de l'ABN, et ensuite développer à la fin un cadre stratégique de développement du bassin que les pays mais aussi les acteurs au niveau local s'approprient ;
- Progrès appréciable du projet pour la Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest en 2016 qui a beaucoup avancé dans son objectif d'organiser des cadres de concertation aux niveaux national et régional pour traiter plus efficacement des pro-



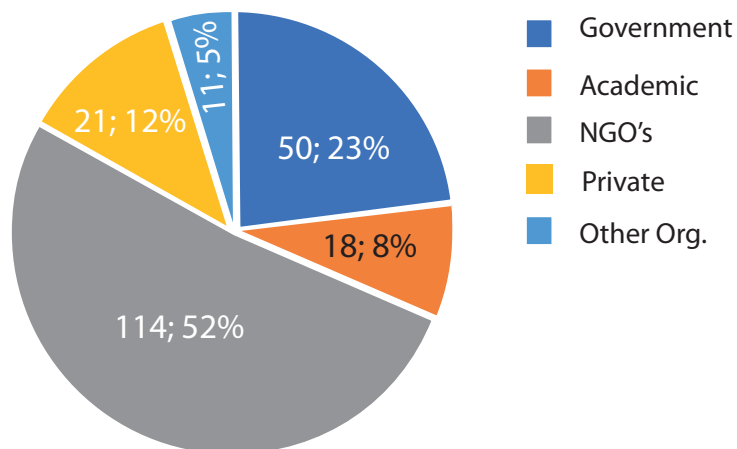
blèmes liés à la sécheresse. Les projets Pilotes semblent avoir l'adhésion complète des bénéficiaires, mais les attentes sont énormes. Un coup important est l'impact de la formation des formateurs sur la gestion des risques de sécheresse qui a eu une grosse mobilisation et le module de formation adapté au Sahel qui se veut plus pratique et plus adapté ;

- Gros efforts pour le projet Gestion Intégrée des Inondations en cours de développement sur le bassin de la Volta en collaboration avec les pays membres de l'ABV et l'OMM, une initiative pour aider à la gestion des catastrophes dans le contexte des changements climatiques. L'état des lieux sur les besoins en gestion des inondations dans les pays concernés permettra de renforcer les capacités dans le domaine et de monter un important projet. Les rapports de chaque pays et du niveau bassin ont été finalisés. En perspective et dans le cadre du WACDEP Phase 2, il est prévu en 2017 un atelier régional de partage et valorisation, développement d'un programme sur la base des études réalisées.
- Clôture de la phase 1 du programme Eau, Climat et développement (WACDEP) porté par le Conseil Africain des Ministres en charge de l'Eau (AMCOW) et dont la composante Ouest Africaine présente des résultats satisfaisants au niveau aussi bien régional avec le CCRE/CEDEAO et l'ABV, qu'à l'échelle pays où, au Burkina Faso et au Ghana, de nombreux résultats importants ont été obtenus. Son prolongement à travers le montage et la mise en œuvre du programme pour la période 2017-2019 et le développement du projet de gestion des inondations sont essentiels à l'accomplissement des ambitions du GWP/AO.
- Démarrage de la phase 2 avec le développement des programmes WACDEP pays (Bénin, Burkina, Ghana et Mali) et la composante régionale. Compte tenu du budget disponible en 2017 pour le WACDEP, il est convenu qu'il soit essentiellement dédié à la recherche de financement pour démarrer la mise en œuvre pleinement en 2018.
- Le développement de nouveaux projets demeure une impérieuse nécessité pour la vie du GWP/AO et les projets en cours (Mékrou, PROGIS) et les initiatives en cours de développement constituent une bonne base.

En fin d'année 2016, un nouvel accord de financement entre les GWP/AO et le GWPO a été signé pour la mise en œuvre du Programme de travail 2017-2019 constituant ainsi une base qu'il faut consolider en mobilisant les fonds complémentaires utilisant ces ressources de base comme levier.

Partenaires actifs du GWP-AO par type (ils sont en tout 340 mais seuls 218 sont vraiment actifs)

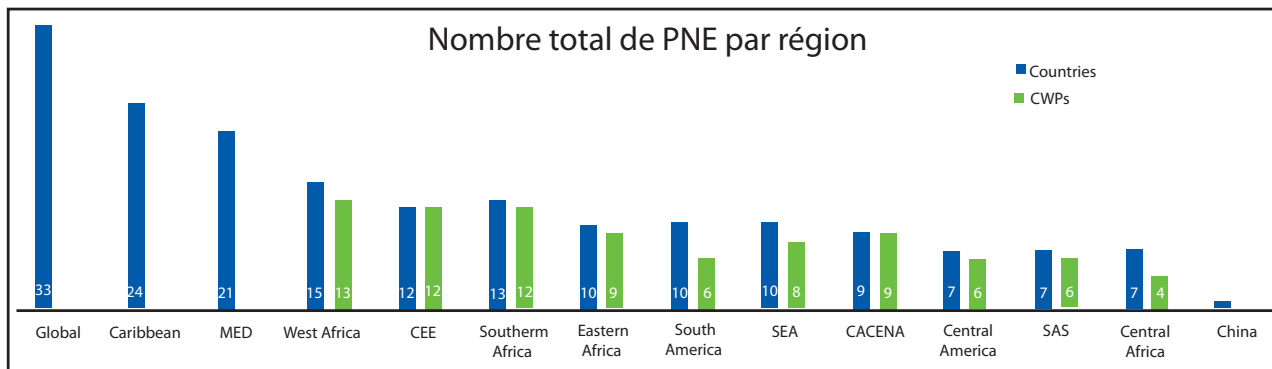
West Africa



Status des PNE et nombre et type de partenaires actifs par pays

CWP Status	Entity	Total NB of Partners	Gouvernement	Academics	NGOs	Private	Other
OK	Benin	14	2	1	11	0	0
OK	Burkina Faso	14	4	2	3	4	1
Temp	Cape Verde	-	0	0	0	0	0
A-Temp	Cote d'Ivoire	14	0	1	10	3	0
OK	Gambia	22	12	2	5	1	1
OK	Ghana	16	1	2	10	3	0
OK	Guinea	4	1	0	2	1	0
Temp	Guinea-Bissau	-	0	0	0	0	0
OK	Mali	40	13	2	20	3	2
OK	Niger	19	7	4	4	0	4
OK	Nigeria	35	2	2	24	6	1
Temp	Senegal	18	4	2	9	3	0
Temp	Togo	5	0	0	5	0	0
Total en 2016		218					
Total en 2015		186					

Nombre total de PNE par région



Le Projet Mékrou

Le projet « L'Eau pour la croissance et la lutte contre la pauvreté dans le bassin transfrontalier de la Mékrou » appelé **Projet Mékrou** est un projet pilote couvrant le bassin versant de la rivière Mékrou. Son objectif global est de soutenir une croissance économique verte et de réduire la pauvreté, à travers la gestion de l'eau, dans des zones en développement du Bénin, du Burkina et du Niger.

C'est un projet d'un coût global de 5 millions d'Euros financé par l'Union Européenne est mis en œuvre par le Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO), le Centre Commun de Recherche (CCR) de l'UE, en collaboration avec les gouvernements du Bénin, du Burkina, du Niger et de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN). Il a été lancé en 2014 pour une durée de quatre ans et prend fin en décembre 2017.

Le PROGIS-AO

Le Projet de Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGISAO) est la composante ouest africaine du programme mondial de gestion intégrée de la sécheresse (Integrated Drought Management Programme - IDMP). PROGIS est un programme conjoint de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et du Partenariat Mondial de l'Eau (Global Water Partnership (GWP)) lancé le 13 mars 2013, pour améliorer le suivi et la prévention de l'un des plus grands risques naturels au monde. Au niveau régional, il a été lancé les 28 et 29 janvier 2015 à Ouagadougou et est planifié pour 3 ans à compter de 2015.

L'objectif global du PROGIS-AO est d'aider les parties prenantes à tous les niveaux en leur fournissant des orientations pratiques et stratégiques et en diffusant des informations/connaissances scientifiques ainsi que les meilleures pratiques en matière de gestion intégrée des sécheresses.

Le PROGIS-AO concerne le Burkina Faso, le Mali et le Niger pour les actions pilotes dont les résultats vont concerner toute la sous-région ouest africaine à travers le renforcement des capacités et le partage de l'information scientifique, des connaissances et des meilleures pratiques.

Le WACDEP

Le WACDEP est un programme du Conseil Africain des Ministres en charge de l'Eau (AMCOW) concrétisé par le GWP avec pour objectif d'appuyer certains pays africains pour l'intégration dans les politiques nationales de développement des stratégies, de plans et projets d'investissements nationaux pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique. Ce programme a été développé pour répondre à la demande en janvier 2009 du Conseil des Ministres Africains en charge de l'Eau (AMCOW) pour accompagner et surtout aider l'Afrique à donner suite à la Déclaration sur l'eau et l'assainissement de l'Union Africaine de Sharm el-Sheikh en 2008.

En Afrique de l'Ouest il a été mis en œuvre par le Burkina Faso, le Ghana et au niveau régional et transfrontalier en partenariat avec l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) et le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la CEDEAO.

La première phase de ce programme (2011-2016) a pris fin en décembre 2016 et sa deuxième (2017-2019) devra inclure en plus du Burkina et le Ghana, le Mali et le Bénin comme pays de mise en œuvre.

INITIATIVES EN COURS DE DÉVELOPPEMENT

Nexus Eau -alimentation-Energie

En 2015, le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale a lancé un appel à l'action à tous les acteurs concernés pour qu'ils collaborent à une meilleure gestion de l'eau pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition. Cela se fera par une gestion intégrée et inclusive de l'eau et des secteurs connexes, avec des structures de gouvernance appropriées et habilitées.

C'est dans ce contexte, que le Nouveau partenariat pour l'Afrique (NEPAD), le Partenariat mondial de l'eau, l'IWMI et la FAO ont décidé de s'associer et de développer une initiative de partenariat pour promouvoir des politiques et des actions efficaces au niveau local, national et régional, en particulier en ce qui concerne La sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne à l'échelle africaine.

Une première phase a abouti à 10 consultations nationales en Afrique en 2015 sur les défis pour l'eau et la sécurité alimentaire, sur la base du rapport du Groupe de spécialistes du CSA sur l'eau et la sécurité alimentaire et la nutrition. Quatre pays Ouest Africains ont organisé ces consultations qui ont défini des priorités ayant servi de base pour le développement des projets intitulés **Projet Nexus "Sécurité alimentaire-Eau-Energie-Ecosystème"**, au niveau de chaque pays en collaboration avec les Ministères en charge de l'Eau, et de l'Agriculture notamment.

Une composante régionale en cours de développement, portée par la CEDEAO et le CILSS permettra de prendre en compte les aspects régionaux et politiques du projet qui sera finalisé en 2017.

SDG/PF

Dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, et notamment de l'objectif 6. Le GWP a entrepris de développer des projets d'accompagnement d'une quinzaine de pays ciblés, dans leur planification et un suivi des plans d'actions pour l'atteinte des ODD.

Les documents de projets dont l'élaboration a commencé en 2016 sont prévus être finalisés en 2017, avec une forte appropriation des Etats et des Partenaires à l'échelle Nationale et régionale concerne en Afrique de l'Ouest le Mali et le Ghana.

Ce projet s'arrime parfaitement au « Water SDG Finance and Investment Program for Africa » qui est une initiative conjointe du Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW) et Global Water Partnership (GWP). Le programme appuiera les États membres de l'UA pour atteindre SDG 6 et surveilleront les progrès vers des objectifs nationaux suivant le principe de « ne laisser personne derrière ». Mise en œuvre par GWP, le programme fait partie du Plan d'action prioritaire pour la gestion des ressources en eau de l'AMCOW (PAP) pour 2016-2025 et appuiera la mise en œuvre des priorités SDG en Afrique en cours de développement.

IPFM, gestion des inondations

Comme un des axes majeurs du Programme Eau Climat et développement en Afrique, et dans sa composante régionale, une étude a démarré sur les besoins en Gestion des inondations dans la dernière partie de la phase 1 et qui sera consolidée en 2017 dans le cadre du WACDEP 2017-2019.

Ces études menées respectivement aux niveaux nationales dans les pays membres de l'ABV avec une composante consolidée sur le bassin de la Volta servent de base pour le montage d'un programme conjoint GWP/AO - ABV qui contribuera à la Réduction des Risques de Catastrophes liés aux Changements Climatiques dans le bassin de la Volta.

CATALYSER LE CHANGEMENT DANS LA POLITIQUE ET LA PRATIQUE

Cet Objectif vise à faire progresser une gouvernance efficace, fondée sur le partage d'informations, sur des procédures et des partenariats, sur des institutions et politiques complètes qui se renforcent mutuellement.

La mise en œuvre du **Programme Eau Climat et Développement en Afrique (WACDEP)** s'est poursuivie au Burkina Faso et au Ghana et avec la collaboration instituée avec l'ABV et le CCRE/CEDEAO pour la 4^e et dernière année du projet qui a pris fin le 31 décembre 2016.

Les activités de démonstration démarrées en 2014 ont été poursuivies au Burkina Faso et au Ghana.

Au Burkina, il s'agit de la démonstration des techniques efficaces de l'irrigation goutte à goutte pour la gestion de l'eau agricole, et utilisant l'énergie solaire au profit des populations vulnérables dans la municipalité de Loumbila. La deuxième campagne a été menée à bonne fin et les résultats tangibles ont été obtenus.

Au Ghana, l'action pilote est mise en œuvre pour contribuer au renforcement de la résilience des Communautés à travers des Projets de démonstration dans le bassin de la Volta Blanche ; il s'opère dans les districts de Bawku, Binduri et de Bongo dans la "Upper East Region" à la frontière avec le Burkina Faso. Des visites du site et les actions de capitalisation ont été réalisées.

Au Burkina comme au Ghana, l'année 2016 a été essentiellement orientée vers la finalisation des actions rémanentes du projet WACDEP, les actions de capitalisation et de partage d'expérience issue du WACDEP, et

Gestion intégrée des inondations dans le bassin de la Volta

L'initiative vise à renforcer la capacité des institutions clé dans l'application des concepts de gestion intégrée des inondations et de préparer des projets capables d'attirer le financement vers les pays cibles et le bassin transfrontalier de la Volta.

En 2016, tous les six (6) pays du bassin de la Volta (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo) ont réalisé des études pour recenser les besoins des acteurs impliqués dans les situations de catastrophes liées aux inondations dans chaque. Des ateliers nationaux de validation coordonnés par le PNE s'est tenu dans chaque pays.

Une étude régionale a été réalisée par l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) dans le cadre du projet de gestion des inondations (APFM) du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) et de l'Organisation Météorologique Mondiale de la (OMM).



le processus de développement du programme 2017-2019.

Au niveau régional, un accompagnement pour le développement du programme WACDEP phase 2 a été effectif sur la base des leçons apprises et des orientations issues de la phase 1.

Il faut noter que pour la phase 2, les deux pays ayant bénéficié de la première phase sont conservés pour terminer les actions rémanentes et bâtir sur les acquis. Deux nouveaux pays (Mali et Bénin) ont été désignés pour le projet. L'approche bassin préconisée par le WACDEP se propose de toucher par étapes les pays de la Volta.

Un suivi du processus de planification GIRE a été effectué avec les PNEs de certains pays :

- Le PNE-Niger a poursuivi une collaboration étroite avec le Projet de mise en place du PAGIREN. Il faut noter que le Niger dispose désormais de son Plan National GIRE qui a été validé par les acteurs et sera adopté par l'Etat ; ceci constitue pour le PNE-Niger une opportunité pour apporter sa contribution à sa mise en œuvre ;
- Au Burkina, la phase 3 du PAGIRE est développée et devrait être mise en œuvre. C'est une opportunité aussi pour le PNE de s'inscrire dans ce chantier ;
- Au Bénin, le PNE poursuit son accompagnement dans la mise en œuvre des dispositifs réglementaires et législatifs de Gestion des ressources en Eau, et notamment dans la sensibilisation et la formation dans les écoles ;
- Au Mali, le PNE est partie prenante dans la mise en œuvre du PAGIRE qui se poursuit ; on peut comme illustration mentionner la collaboration en cours de construction dans le cadre du Programme Conjoint d'Appui à la GIRE (PCA-GIRE) 2015-2019.
- La Gambie dispose d'une feuille de route pour la GIRE mais non encore pleinement exécutée ; le Partenariat National de l'Eau apporte son appui à la mise en place de politiques sectorielles en accompagnement.

Le processus d'élaboration du projet de Facilité sur les Objectifs de Développement Durable & l'Eau (SDG Water-PF) et le plan de mobilisation des fonds pour la mise en œuvre a été poursuivi avec notamment les deux pays bénéficiaires en Afrique de l'Ouest, le Ghana et le Mali, qui ont proposé chacun une note conceptuelle satisfaisante. Les documents de projet sont en cours de finalisation.

Améliorer la collaboration entre pays dans les domaines liés à l'eau

Le Projet "l'eau au service de la croissance et de la lutte contre la pauvreté dans le bassin transfrontalier de la Mékrou" ou Projet Mékrou a poursuivi sa mise en œuvre pour la troisième et avant dernière année. Des concertations se sont poursuivies entre les acteurs aussi bien à l'échelle de chaque pays, qu'entre les trois pays (Bénin, Burkina et Niger) notamment dans le cadre du développement et de la validation des études nationales sur les priorités de développement du bassin. La synthèse régionale met l'accent sur la dimension transfrontalière des actions / priorités.

L'objectif de renforcer les relations entre les principaux partenaires dans le domaine notamment de la coopération transfrontalière se poursuit. L'Accord-Cadre de Coopération pour la promotion du dialogue

Projet Mékrou : Elaboration du cadre de référence

Le document du cadre de référence de l'Etat des lieux sert à identifier les éléments pertinents manquants, par exemple les données dans tel ou tel secteur, et autres et dans le cadre du projet cibler les actions pertinentes à mener pour essayer de corriger cette situation afin de permettre au projet d'atteindre ses objectifs que constitue l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans le bassin. Cet important document a permis de mettre l'accent sur les actions pour changer positivement la gouvernance de l'eau avec pour objectif d'assurer le bien-être des populations du bassin de la Mékrou. GWP-AO coordonne la mise en œuvre du projet Mékrou au Bénin, Burkina et Niger.



Projet Mékrou : Suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre de coopération

L'Accord-cadre de coopération a été signé en décembre 2015 et ce document est très important pour la mise en œuvre du projet et la gestion concertée et harmonieuse des ressources naturelles du bassin de la Mékrou par les trois pays.

En 2016, les efforts se sont concentrés sur la vulgarisation avec la mise à disposition de texte dudit Accord-cadre auprès des Ministres des 9 Etats Membres de l'ABN, du Secrétariat Exécutif de l'ABN ainsi que de toutes les Structures Focales Nationales, de tous les membres du Comité Consultatif et des partenaires du Projet Mékrou. Avec l'ABN une feuille de route a été définie pour la mise en œuvre des activités de l'opérationnalisation dudit Accord-cadre.

GWP a su mobiliser les principaux acteurs qui ont défini et accepté les conditions de mise en œuvre de cet accord-cadre qui constitue une sorte de boussole pour la bonne gestion du bassin de la Mékrou. Les ancrages nécessaires ont été réalisés par GWP-AO au niveau des gouvernements des trois pays, de l'ABN, des principales structures scientifiques et des organisations de la société civile.



politique dans le sous bassin transfrontalier de la Mékrou développé dans le cadre du projet et signé le 21 décembre 2015 à Cotonou par les 3 Etats concernés sous l'égide de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), a fait l'objet d'une promotion conséquente. Les copies certifiées ont été partagées aux Pays de l'ABN et à tous les autres acteurs pertinents, qui pourraient en avoir besoin.

Une mission conduite par le Président du GWP/AO a rencontré Mme le Secrétaire Exécutif de l'ABN et son staff pour s'assurer de leur appropriation de l'Accord et de leur engagement à coordonner sa mise en œuvre.

L'atelier régional du Comité Consultatif du Mécanisme Global de Coopération du Projet Mékrou pour la validation de différents rapports des études conduites s'est tenu à Cotonou du 12 au 14 Octobre 2016.

La collaboration avec le Réseau Africain des Organisations de bassins (RAOB) s'est poursuivie dans le cadre de la mise en œuvre du Projet renforcement des Institutions de Gestion des Eaux transfrontalières



Plaidoyer pour l'amélioration du cadre décisionnel d'aménagement du barrage hydroélectrique d'Adjaralla

Le comité ministériel de suivi de la GIRE en Afrique de l'Ouest de la CEDEAO a approuvé en novembre 2015 un projet de directive sur les grands projets d'infrastructures hydrauliques au dans l'espace communautaire. Ceci est le résultat d'une collaboration entre le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la CEDEAO et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Le processus avait amené le Bénin et le Togo à adopter en novembre 2014 une déclaration dite « Déclaration de Lomé » pour la mise en application des lignes directrices dans une démarche de capitalisation des expériences passées comme celle de Nangbéto, pour réussir les nouveaux projets comme Adjaralla inscrit comme une des actions phares du Gouvernement du Bénin, en phase de démarrage.

Le constat fait pourtant ressortir une insuffisance de dialogue entre les acteurs dans un cadre qui facilite les échanges. De même, il n'existe pas d'évaluation proprement dite des résultats des investissements sur les barrages en cours d'exploitation par rapport aux prévisions initiales.

Par ailleurs, l'aménagement du barrage d'Adjaralla est prévu en terre béninoise, dans le bassin transfrontalier du Mono qui abrite des écosystèmes d'une biodiversité particulière, de grande valeur culturelle et un potentiel touristique encore sous-exploité.

Se référant aux recommandations de l'atelier de Lomé sur la dissémination des lignes directrices en Afrique de l'Ouest, le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Bénin, Plateforme multi-acteurs, a entrepris de mobiliser les acteurs concernés. Ainsi, une concertation a été organisée avec le soutien technique et financier du projet Global Water Initiative (GWI) de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et du Projet Réserve Biosphère Transfrontalière (RBT) du Ministère Fédéral Allemand chargé de l'Environnement, la Concertation sous le parrainage du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Mines du Bénin.

La problématique du développement harmonieux des barrages et de l'application des Lignes Directrices de la CEDEAO sur les grandes infrastructures d'eau fait partie des thèmes majeurs identifiés par le PNE-Bénin pour son action de veille stratégique en matière de promotion de la GIRE au Bénin en général et dans la gestion transfrontalière apaisée des ressources en eau du bassin du Mono au profit d'un développement durable et intégré.

(SITWA). GWP-AO a, en effet, activement pris part aux différentes activités du SITWA notamment au niveau du Comité de Pilotage, du processus de validation de la Stratégie décennale 2015-2025 du RAOB ainsi que de son plan d'action quinquennal 2015-2019, et de l'alimentation du portail de partage d'information et de documentation, le Système Africain de Documentation et d'Information sur l'Eau (SADIEau) à travers

PROGIS-AO : l'adaptation démontrée à travers des projets pilotes au Burkina Faso, Mali et Niger

Le Projet de Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGIS-AO) a identifié dans chacun de ses trois pays de mise en œuvre (Burkina, Mali et Niger) une action pilote pour la mise en œuvre de solutions innovantes d'appui aux populations affectées par la sécheresse.

Au Burkina Faso, cela passe par la « Promotion de pratiques innovantes de résilience à la sécheresse par la mise en place d'un parc agro forestier multifonctionnel dans la commune rurale de Komki-Ipala ». L'équipe du PNE Burkina elle-même a été au cœur de la mise en œuvre de l'action pilote avec l'accompagnement des services techniques déconcentrés, de la mairie de Komki-Ipala et surtout de la conviction du groupement Kogolowéogo de planteurs pépiniéristes de Komki-Ipala. Deux hectares de terres arides ont été clôturés sur lesquels des techniques de régénération ont permis de faire pousser des herbes et des arbustes avec la saison des pluies. Les bénéficiaires ont pu collecter plusieurs centaines de bottes qui seront revendues aux éleveurs.

Les paysans en tirent des leçons avec les techniques apprises qu'ils se disent prêts à répliquer dans leurs propres champs y compris le préfet de la zone intéressé à répliquer personnellement cette expérience d'agroforesterie.

Au Niger, l'initiative porte sur l'aménagement du site de cultures irriguées au profit des femmes du village de Kankantouti. Le PNE Niger a signé une convention avec l'Union Liptako Gourma Potosi pour la mise en œuvre de l'action. L'implication de la commune Rurale de Torodi, de la Direction Départementale du Génie Rural, du Service de l'Environnement, de la Direction Départementale du Plan /AT/DC et la Direction Départementale de l'Agriculture a été un atout majeur pour l'atteinte des résultats à travers l'appui technique et administratif. Un site d'un hectare a été aménagé avec une clôture grillagée de protection, un système

le responsable de la Communication et de la gestion des Connaissances. A la suite de la réunion du RAOB et du Comité de Pilotage du SITWA à Dakar du 15 au 17 décembre 2015, à laquelle le Secrétaire Exécutif a participé, et des échanges qui se sont suivis, les Statuts révisés du RAOB ont été finalisés et adoptés par la prochaine Assemblée générale du RAOB qui s'est tenue du 20 au 22 septembre 2016 à Kigali, RWANDA.

Le GWP/AO a pris part aux rencontres statutaires de l'Autorité du Bassin de la Volta, et notamment la rencontre du Forum des Parties Prenantes, la réunion du Comité Technique des Experts, et la réunion du Conseil des ministres à Cotonou.

Le Plan d'Action de Mise en œuvre de la politique Régionale des ressources en Eau étant la référence des actions du GWP/AO, et compte tenu du Projet GIRE en Afrique de l'Ouest financé par ASDI, des concertations étroites se sont poursuivies avec le CCRE/CEDEO tout le long de l'année 2016.

Se battre pour que malgré les changements climatiques la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique soient renforcées

d'irrigation composé de deux (2) puits et de sept (7) bassins et une dotation des membres du groupement en matériels de maraichage et en intrants. L'action a permis aussi d'aider à la transformation de certains produits agro-alimentaires et de renforcer les capacités techniques et organisationnelles du groupement maraicher de Kankantouti.

A Torodi, d'autres groupements membres de l'Union ont manifesté leurs intérêts pour les mêmes actions mais pour le moment, ils sont limités par les aspects du financement.

Au Mali, il s'est agi du *développement des actions CES/DRS à des fins agricoles, forestières et pastorales et Communication pour l'adaptation aux effets des changements climatiques*. L'action vise à contribuer à l'adaptation aux changements climatiques par la réhabilitation des zones dégradées, pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations vulnérables.

Un protocole de mise en œuvre du projet est établi entre le Partenariat National de l'Eau du Mali et l'ONG Association d'Entraide et de Développement (AED). Les autres partenaires de mise en œuvre ont été Mali Météo, les élus locaux, les exploitants agricoles et les directions nationales de l'hydraulique, de l'Agriculture et du Génie Rural. De manière spécifique, comme résultats atteints, les renforcements de capacités organisés sur la Conservation des Eaux et des Sols (CES) et Défense et Restau-



Les projets de démonstration sur les techniques de gestion de l'eau pour la résilience au changement climatique dans l'agriculture au profit des populations vulnérables dans la région de Bolgatanga au Ghana et au Burkina Faso dans la Commune de Loumbila, participent de la sécurité alimentaire, énergétique et aussi de la protection de l'environnement positif pour le Climat. Ces actions visent à améliorer les revenus des populations vulnérables et les productions agricoles en optimisant l'utilisation de l'eau et de l'énergie solaire qui est une source renouvelable.

Le programme de gestion intégrée de la sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGIS-AO) qui est en fait la composante régionale d'un programme associé de l'Organisation du Partenariat Mondial de l'Eau et de l'Organisation Météorologique Mondiale (GWPO-OMM), a effectivement progressé dans la poursuite de ses activités dans les 3 pays concernés (Burkina Faso, Mali et Niger) avec :

- La poursuite du processus de mise en place des plateformes nationales et régionales dans le domaine de la gestion intégrée de la sécheresse ;

ration des Sols (DRS), le compostage, les techniques culturales et les IEC sur les phénomènes de changements climatiques. Les actions mises en œuvre ont permis la réhabilitation de 8 ha de zones dégradées, dans les cinq (5) villages ciblés.

A Gouendo, durant la campagne hivernale, certains paysans de la zone ont délibérément « imité » leurs voisins bénéficiaires pour certaines pratiques de CES.

PROGIS Niger : contribuer au plan national d'action de renforcement de la résilience à la sécheresse et aux changements climatiques 2016 à 2020.

Le gouvernement du Niger s'est fixé comme priorité de vaincre l'insécurité alimentaire à travers l'initiative 3 N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ». C'est dans ce cadre qu'un plan d'action de renforcement de la résilience à la sécheresse et au changement climatique 2016 à 2020 a été adopté dont l'une des thématiques fortes est la 'Promotion des filières agro-Sylvio-pastorales'. Aussi, l'approche champs école paysans a été adoptée comme une approche à vulgariser pour permettre aux paysans de se familiariser avec des techniques appropriées de production agricole. PROGIS-AO a voulu démontrer la consistance de cette approche pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des producteurs ruraux des villages de Koygolo et de Gardi Béri. Quatre (04) Champs Ecole Paysans (CEP) dont trois (3) à Gardi Béri et un (1) à Koygolo ont permis d'initier 128 femmes maraîchères aux techniques appropriées de maraichage.

Ces techniques apprises permettent surtout une meilleure gestion de l'eau par la mise en valeur efficiente des sites aménagés avec la maîtrise des itinéraires techniques et résilients au changement climatique par les producteurs bénéficiaires.

C'est grâce à la collaboration établie avec les partenaires étatiques membres de la plateforme GIS (Gestion Intégrée de la Sécheresse) que GWP a contribué ainsi à la mise en œuvre de l'Initiative 3N qui est un plan d'investissement en cours au Niger.

- Et l'accompagnement dans la mise en œuvre des projets pilotes de démonstration que chaque pays a identifiés.

L'initiative de Dialogue national et régional en Afrique Subsaharienne sur le lien entre eau et sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique, s'est menée dans la perspective de la 42^{ème} session du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) et de la COP 21 sur le Climat. En préparation d'un programme d'appui aux politiques publiques de sécurité alimentaire, elle a permis à 4 pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Mali et Nigéria), de mettre en place un processus de consultations nationales fort utiles. Les résultats de ces consultations, y compris la création d'une opportunité de dialogues entre les communautés de l'Eau, de la sécurité Alimentaire, et de l'environnement/Climat, ainsi que les priorités définies et adoptées à l'échelle pays comme contribution à la Sécurité alimentaire, ont donné le terreau pour la formulation d'un programme au niveau Africain intitulé « projet Nexus eau, Sécurité alimentaire,



écosystème et énergie dans le contexte de la résilience climatique en Afrique » qui va se poursuivre et aboutir en 2017.

Bénin : Mobilisation des acteurs pour la prise en compte du nexus Eau, sécurité alimentaire dans le contexte des Changements climatiques au niveau des politiques de développement de l'agriculture

L'agriculture au Bénin est caractérisée par la dégradation des systèmes productifs, le sous-développement agricole et rural, l'insuffisance des moyens d'adaptation aux changements climatiques et la pression démographique croissante qui influent sur la disponibilité des ressources en eau. Ceci réduit du coup les chances des générations futures à subvenir à leurs besoins, avec des impacts sur la sauvegarde de l'environnement, la sécurité alimentaire, le climat, les dynamiques économiques, l'équité et la durabilité.

Des consultations nationales ont eu lieu d'août à septembre 2015 sur l'eau et la sécurité alimentaire dans le contexte des changements climatiques comme une contribution du Bénin au dialogue sous régional, sous la coordination du Partenariat National de l'Eau (PNE) du Bénin.

Le soutien financier de GIZ a permis au PNE Bénin de mobiliser les acteurs pour partager des informations sur les enjeux liés à l'eau et la sécurité alimentaire et échanger sur les initiatives pour renforcer les synergies intersectorielles pour une planification efficace et une gestion concertée des ressources en eau avant l'installation officielle de la Commission Interministérielle de l'Eau (CIE) en octobre 2016.

Ces concertations ont eu comme effet de permettre que l'eau ne soit plus seulement vue comme un facteur de production au niveau du ministère de l'agriculture. Désormais, le dialogue nécessaire entre les deux secteurs est en route.

Pour s'assurer que les partenaires importants comme la FAO et IWMI sont dans la dynamique, et bâtir les connexions pour le développement et la mise en œuvre des activités sur la thématique, une mission du GWPO et du GWP/AO a été organisée du 22 au 26 février 2016 à Accra où se trouvent le siège des bureaux régionaux de ces deux institutions, avec la participation effective du PNE-Ghana.

Les pays ont développé un cadre des résultats, et un atelier régional a été organisé du 18 au 20 mai 2016 à Addis Abeba. Cet atelier de travail qui a regroupé 3 participants par pays impliqué (représentant respectivement le Ministère en charge de l'Eau, le Ministère en charge de la Sécurité Alimentaire, et le PNE) ainsi que le GWPO, et la FAO, a permis de :

- partager et convenir des objectifs et principes du programme ;
- renforcer les connaissances et les capacités des participants sur les domaines qui sont essentiels au développement et à la mise en œuvre du programme ;
- identifier un programme détaillé sur la base des propositions des pays et sur les besoins transversaux identifiés ;
- mettre en place une feuille de route détaillée pour la mobilisation de fonds pour le programme aux niveaux national, régional et mondial

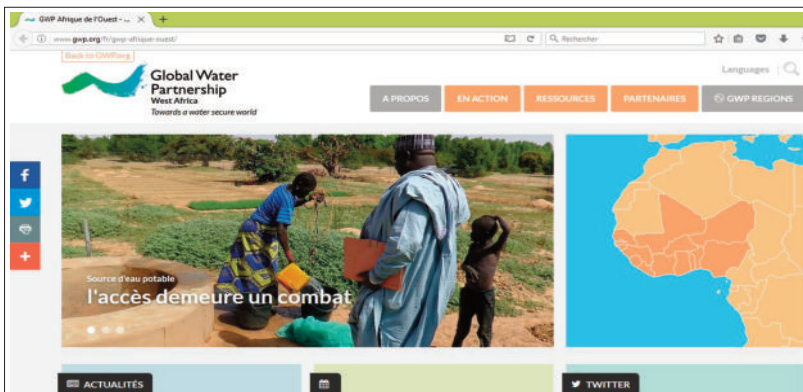
Le GWP/AO appuyé par le Comité Technique a été représenté par Dr. Fabien HOUNTONDJI.

La définition des composantes nationales et régionales du projet est en cours avec un volet recherche de financement.

GÉNÉRER ET COMMUNIQUER LES CONNAISSANCES

Cet objectif vise à développer la capacité des partenaires à partager et communiquer des connaissances et favoriser l'émergence d'une culture dynamique de la communication.

Des efforts importants pour la mise à jour régulière du site web sont maintenus. 2016 a connu un travail important du responsable Communication et Gestion des Connaissances, pour accompagner les efforts de développement du nouveau site Web du GWP pour s'adapter à l'évolution des technologies de communication et de diffusion. Ce travail a été couronné en fin d'année par une formation de l'ensemble des communicateurs régionaux du réseau sur le système de gestion de contenu du nouveau site.



Dans le cadre du Projet de Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGIS/AO) un film a été réalisé (en deux versions, courte et longue) pour aider à une meilleure compréhension du phénomène dans la région ainsi que des fiches d'information sur les projets de démonstration des trois pays concernés par PROGIS (Burkina, Mali et Niger). Des efforts ont été faits notamment pour associer les médias à la couverture des activités de ce projet au niveau régional

Un réseau d'experts pour former à la gestion des risques de sécheresse dans le contexte de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

PROGIS-AO a formé 20 cadres dont cinq (5) femmes sur la Réduction des risques de sécheresse dans le contexte de la GIRE. Cette formation s'est déroulée du 25 au 29 avril 2016 à Ouagadougou au Burkina Faso et a réuni des professionnels du Burkina Faso, du Mali, du Niger et des institutions régionales partenaires du PROGIS/AO. Le GWP et CAP-Net ont réuni leurs efforts pour mener à bien cette action de formation des formateurs. Ainsi, un réseau de 20 experts en formation sur la gestion des risques de sécheresse dans le contexte de la GIRE est mis en place.

Une évaluation en fin d'année 2016 des acquis de cette formation a fait ressortir un usage répandu et multiforme des différents modules de formation par les différents experts.

(cf. plusieurs articles en ligne).

Le GWP Afrique de l'Ouest a participé à l'animation d'un stand lors de la Semaine Africaine de l'Eau à Dar Es Salam, Tanzanie du 18 au 22 juillet 2016, présentant ainsi les outils et publications du réseau ainsi que les programmes en cours.

La troisième édition du concours de journalisme « Eau et Environnement » a été organisée cette année encore en collaboration avec UICN et le PRCM. Deux prix étaient en jeu, un prix « Eau » sponsorisé par GWP et UICN et un prix « Mer » sponsorisé par le PRCM. Les premiers de chaque prix ont été invités à prendre part au Congrès Mondial de la Nature de UICN du 1^{er} au 10 Septembre 2016 à Honolulu (Hawaï) et les deuxièmes ont reçu un prix dont le montant est environ de 500 Euros.

Une synthèse des études nationales menées en 2014 et 2015 dans le cadre du projet Mékrou sous forme de note à l'intention des politiques est faite pour chaque pays et ces études sont présentées sous un format plus accessible. Un numéro spécial du magazine Running Water sur les actions phares du Projet Mékrou, notamment la signature de l'Accord-Cadre et la réunion du Comité Consultatif régional a été réalisé.

Dans le cadre du WACDEP, des fiches d'information ont été produites sur les premiers résultats des projets de démonstration du Ghana et du Burkina Faso.

On constate également la publication régulière du bulletin électronique mensuel « L@ Chronique » qui suscite de plus en plus la réaction de plusieurs PNE pour apporter leur contribution à son alimentation.



Travailler à renforcer les capacités des différents partenaires

Le groupe d'apprentissage du Burkina Faso (GAB) est une plateforme de partage d'expériences, de connaissances et de savoir-faire des acteurs du secteur de l'eau créé en 2011 sur initiative du Centre d'Apprentissage en Gestion des ressources en eau (RLC-WRM). Le PNE-Burkina ainsi que le GWP/AO font partie de cette plateforme qui s'est réuni les 13 et 14 juillet 2016. Le GWP/AO y a participé et partagé son expérience avec les participants à travers une communication sur l'historique du GWP/AO, sa mission, sa contribution à la mise en œuvre de la GIRE dans les pays d'Afrique de l'Ouest, son fonctionnement et les opportunités de partenariat avec les structures.

Au Burkina Faso et au Ghana, le WACDEP a permis depuis 2015, la concrétisation d'un programme de renforcement des capacités liées aux sujets de la ressource en eau/climat, Economie & Financement des projets et des politiques, des parties prenantes et l'évaluation de la vulnérabilité. Une série de 5 ateliers de formation avec le même groupe, avec des travaux personnels entre les ateliers a été réalisée. Une vingtaine de participants pour le compte de notre sous-région, y compris les planificateurs et les décideurs des deux pays a passé avec succès le test de UNITAR avec un taux de 100% de réussite. Les certificats ont été remis officiellement aux participants lors d'une cérémonie. C'était l'occasion de noter l'enthousiasme des formateurs et des bénéficiaires qui ont tous souhaité pouvoir élargir la formation à d'autres personnes.

Depuis 2015, le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin) a initié l'élaboration d'une charte pour la bonne gouvernance dans le secteur de l'eau et l'assainissement avec l'appui du réseau Water Integrity Network (WIN) à travers le Programme Pluriannuel pour la promotion de l'intégrité dans le secteur de l'eau et assainissement au Bénin. Cette initiative pertinente qui se poursuit est à encourager pour la finalisation et l'adoption de la charte.

Capitalisation du programme WACDEP 2011-2016

La première phase du Programme, Eau, Climat et Développement (WACDEP) mis en œuvre de 2011 à 2016 au niveau régional, dans le bassin de la Volta et pays au Burkina Faso et au Ghana a pris fin. Une étude visant à documenter les interventions soutenues par le WACDEP, d'identifier les initiatives/expériences à même d'être diffusées et partagées avec d'autres partenaires et acteurs en vue de soutenir la sécurité en eau et le développement résilient aux changements climatiques dans la région ouest-africaine et dans d'autres bassins fluviaux en Afrique a été réalisée. Elle recense les expériences majeures qui méritent d'être documentées du WACDEP de 2011 à 2016 et à valoriser. L'expérience va surtout à enrichir le programme de la phase 2017-2019 du WACDEP avec des outils pour la réplication et la mise en échelle des bonnes pratiques et des leçons apprises pour soutenir la sécurité en eau et le développement résilient aux changements climatiques.

Le programme de Gestion Intégrée des Eaux urbaines qui est un axe important pour la sous-région devrait connaître de nouveaux développements dans plusieurs pays. Dans ce cadre, un important atelier sur la gestion intégrée des eaux en milieu urbain a eu lieu en Côte d'Ivoire du lundi 25 au jeudi 28 janvier 2016. Organisée par le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) et la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), la rencontre d'Abidjan a vu la participation d'éminentes personnalités issues des deux institutions. Monsieur N'DRI Koffi, Président du PNECI a pris part à la rencontre au nom du Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP/AO) dont il est membre du Comité de Pilotage, et M. KOUADIO François, Secrétariat Exécutif représentait le Partenariat National de l'Eau de Côte d'Ivoire. Un projet de renforcement des capacités sur la gestion intégrée des eaux urbaines en Afrique développé au niveau mondial servira de base pour les actions pour les PNEs.

Rendre disponibles les produits des connaissances de GWP pour tous

Les différentes publications du GWP et GWP-AO sont distribuées dans la région par les canaux appropriés. Des efforts restent à faire pour élaborer des études de cas pour alimenter le TOOLBOX du GWP. La faiblesse des moyens des PNE réduit leur marge de manœuvre sur les actions de communication et la production de connaissance.

La production et diffusion de dépliant et autres supports pour l'information et la diffusion des connais-

Running Water

PROJET PILOTE
 Développement des actions CECIS à des fins agricoles, forestières et pastorales et Communication pour l'adaptation aux effets des changements climatiques.

Accord Cadre de Coopération pour la Promotion du Dialogue Politique dans le Bassin Transfrontalier de la Mékrou

Gain de temps pour les femmes grâce au projet pilote
 Accompagné du Secrétaire permanent et du coordinateur du PNE Niger, le chargé de PROGISAO a effectué une visite le 22 novembre 2016 sur le site du projet pilote du PNE Niger dans la commune rurale de Toussit.

Un bouill pour accroître le tourisme et réduire la pauvreté dans le parc W
 Il était prévu au départ de construire un point d'eau d'une capacité de 10 000 mètres cubes, qui est finalement passé à 34 000 m³ en raison de circonstances plus favorables sur le terrain afin de garder l'eau pour une plus longue période après la saison des pluies qui prend fin généralement en fin Septembre ou début Octobre.

De bonnes leçons pour l'adaptation aux impacts de la sécheresse
 Les agriculteurs des villages ciblés par le projet expérimentent les pratiques de Conservation des Eaux et des Sols (CES) et de Défense Restauration des Sols (DRS) proposés. Il était donc question de leur démontrer que les champs qui finissent abandonnés peuvent être récupérés grâce à des pratiques à faible coût qui ne

Le genre, un axe de travail important pour GWP-AO

Dr. Karidia SANON, point focal genre du GWP en Afrique de l'Ouest et membre du Comité Technique régional a apporté une contribution significative avec la relecture du Plan d'Action pour la mise en œuvre de la Politique régionale sur les Ressources en Eau (PREAO) porté par le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la CEDEAO. Un rapport de relecture avec des propositions de prise en compte de l'aspect genre a été soumis au CCRE avec espoir de les voir pris en compte par l'institution de coordination de la GIRE au niveau des Etats.

Un des axes de travail de GWP-AO est de donner une plus grande place à toutes les couches sociales y compris et notamment les femmes et les jeunes chaque fois que cela était possible lors des formations et réunions du réseau au niveau régional.

sances sur le WACDEP mais aussi sur le PROGIS au niveau régional et national, ont contribué à générer et partager des expériences.

Le PNE-Burkina a élaboré et validé le document de capitalisation sur la Phase 2011-2016 du WACDEP, qui a été largement partagé aux acteurs pertinents.

Un film de plaidoyer sur la Gestion Intégrée de la Sécheresse intitulé "Comprendre et contribuer à la gestion intégrée de la sécheresse en Afrique de l'Ouest" a été produit par GWP Afrique de l'Ouest dans le cadre du projet PROGIS et diffusé en collaboration avec l'OMM.

Plusieurs études importantes ont été développées au niveau des pays dans le cadre du projet Mékrou. On peut citer :

- Les rapports pays sur les priorités nationales de développement sur les portions nationales se trouvant dans la Zone d'exécution du Projet validés et la synthèse régionale ;
- Le rapport d'Etat des lieux développé en collaboration avec le CCR de l'Union Européenne est disponible et validé par le Comité Consultatif du projet ;

- L'évaluation à mi-parcours réalisée et donne les perspectives pour la suite du Projet.

L'expérience du Musée de l'Eau du Burkina Faso a été passée en revue en vue de contribuer à sa promotion et sa visibilité. Ce joyau qui présente et met en exergue la dimension culturelle de l'Eau dans la vie des peuples africains mérite d'être mieux connu.

Un travail important de documentation et de capitalisation des résultats des différentes actions en cours au GWP/AO qui a été initié depuis 2015 sous la conduite du Responsable de la Communication s'est poursuivi en 2016 et ce travail est appréciable.

Capitaliser et partager l'expérience du Musée de l'Eau au Burkina Faso

La dimension culturelle de l'Eau est un aspect très important de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Au Burkina Faso une initiative exceptionnelle de mise en place et d'animation d'un Musée de l'Eau est en pleine construction depuis 2010.

Le Musée de l'Eau, se veut aussi un forum d'échanges sur les grandes problématiques de l'eau, et nécessite d'être mieux connu, fréquenté, et co-animé par les différents acteurs du Burkina et d'Ailleurs.

GWP-AO a soutenu cette initiative notamment avec un rapport de capitalisation de l'expérience et des outils pour une plus grande visibilité. C'est ainsi que des (25) symboliques très emblématiques pour le Musée de l'Eau ont été produits ainsi que la conception et l'impression de dépliant et la sérigraphie sur T-Shirts.

« Ceci est une contribution à la visibilité du Musée de l'Eau », a dit le Directeur de l'institution, M. SAMOURA Alassane.



Projet Mékrou : de grandes avancées vers le développement du système d'information transfrontalier et du système d'alerte précoce comme outils de gouvernance

L'analyse des besoins et priorités de développement a permis d'établir une liste d'outils afin de sélectionner et proposer des produits appropriés (tenant compte des données disponibles). Avec les partenaires scientifiques à travers les coordinateurs pays que sont INERA (Burkina) Institut National de l'Eau (Bénin) et Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger), une fiche navette a été proposée pour constituer la base pour la planification 2017 du volet scientifique.

Un gros travail d'échanges et de discussions avec les partenaires techniques a été fait avec le développement du concept et la structure du futur e-water en 2016 à l'occasion des différents ateliers techniques sur les données.

Après avoir prospecté les systèmes existants dans le bassin auprès de l'ABN et du Bénin, le volet scientifique du projet a retenu, au lieu de développer un autre système d'alerte précoce, de compléter ces systèmes avec des analyses sur la récurrence des sécheresses et inondations (approche multi-méthodes) ainsi que d'une évaluation du risque pour les populations (détection des zones les plus à risques).

Une revue des méthodes d'analyses et indicateurs disponibles a été faite et une sélection proposée, au regard des données disponibles, afin d'analyser la variabilité climatique et ses effets/impacts associés. Une grande collaboration entre les structures de mise en œuvre du projet, à savoir l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), le Centre Commun de Recherche (CCR) de l'Union Européenne, les structures scientifiques/techniques étatiques, AGRHYMET, ACMAD a permis des avancées réelles vers les objectifs du Projet Mékrou.

Renforcer les partenariats

Cet Objectif vise à améliorer la pérennité et l'efficacité du Réseau du GWP en renforçant les partenariats et les organisations partenaires afin de catalyser le changement, d'améliorer l'apprentissage et la viabilité financière.

Conformément à la décision de l'Assemblée des Partenaires (AP) de Cotonou, une concertation électronique du Comité de Pilotage a été organisée en fin octobre 2015 pour adopter le rapport intermédiaire au 30 septembre 2015, et le projet de plan de travail 2016, et une 2^e concertation électronique a été menée en avril 2016.

Le Comité Technique (CT) renouvelé à l'occasion de l'Assemblée des Partenaires en mai 2015 à Cotonou a pu se réunir en avril 2016 à Ouagadougou. Les membres du Comité Technique ont appuyé la mise en œuvre des activités du GWP/AO, et ont contribué au développement du Programme 2017-2019 et les initiatives en cours de développement. Le Comité Technique a produit son rapport 2016 qui montre que, malgré les moyens limités, l'accompagnement du CT a été valorisé, et les résultats du GWP/AO sont aussi à mettre à leur actif.

L'autonomie de gestion est effective pour le Secrétariat et GWP-AO est reconnue comme une structure à part entière par les autorités et partenaires du Burkina qui l'impliquent de plus en plus à leurs activités. La crédibilité du GWP s'en trouve renforcée.

L'accord triennal signé en 2013 entre GWP/AO et GWPO a pris fin en 2016. Un nouvel accord triennal 2017-2019 a été signé en fin 2016, sur un modèle financier dans lequel le GWPO s'engage à fournir au GWP/AO un financement de base minimal afin de lui permettre de s'engager davantage en termes d'ambitions à moyen terme.

Le Partenariat National pour l'Eau du Bénin (PNE-Bénin) a apporté son soutien à l'organisation de l'As-

semblée Générale constitutive du Parlement National de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement (PNJEA) du Bénin en fin 2015. Il a aussi aidé à l'organisation de la première session ordinaire les 29 et 30 juin 2016 avec son appui technique et financier et celui du PRO-SEHA/ GIZ.

Dans le cadre du suivi des recommandations de l'Audit 2015, des missions d'appui ont été organisées par le Secrétariat Exécutif régional au Ghana et au Niger notamment, et des vérifications faites avec le PNE-Burkina.

De même, dans le cadre des projets en cours (WACDEP, MEKROU et PROGIS), un accompagnement programmatique a été apporté afin de s'assurer de la bonne coordination des actions et de la cohérence des processus dans tous les pays.

Projet Mékrou : Mise en œuvre des projets pilotes

Pour prendre en compte les besoins réels et immédiats des populations, qui sont les bénéficiaires finaux, un projet pilote a été identifié dans chacun des trois pays avec pour espoir de conduire à des changements notables dans la vie quotidienne des populations.

Au Bénin, la Tête du bassin Versant de la Mékrou sera protégée ainsi que les abords de la rivière pour permettre à la rivière Mékrou de retrouver son lit naturel et reprendre sa vie normale. Au Burkina, les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs seront atténués avec la délimitation du corridor de passage des animaux. Les animaux seront mieux traités lors de la transhumance et ils seront plus en santé ; la population aura des points d'eau pour assouvir sa soif avec des conditions de vie améliorées.

Au Niger, les animaux du Parc W auront leur condition de vie améliorée avec la mise à disposition plus ou moins permanente de l'eau. Il est prévu d'augmenter les superficies utiles aux populations fauniques de 12% à 20% pour attirer plus de touristes avec des ressources pour les populations et les municipalités riveraines.

Faire de la jeunesse un partenaire crédible pour induire des changements appréciables en faveur de la sécurité en eau et la vulgarisation des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement au Bénin

Le Parlement National des jeunes pour l'Eau et l'Assainissement (PNJEA) du Bénin a été mis en place avec un fort engagement dans le secteur et une mobilisation des jeunes. Depuis sa mise en place, le PNJEA permet une meilleure coordination des actions des jeunes. Le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Bénin a accompagné l'initiative dès le départ et a facilité sa mise en place du PNJEA avec d'autres partenaires comme GIZ, la coopération allemande.

Le PNJEA permet de conscientiser les jeunes sur les enjeux de développement des secteurs de l'Eau et de l'Assainissement. Le PNJEA est représenté sur toute l'étendue du territoire national, avec un Bureau départemental dans chacun des douze départements. Ainsi, la jeunesse béninoise dispose d'un porte-voix, on constate une plus grande prise de conscience au sein de la jeunesse. Les jeunes croyant en leur compétence, offrent leur savoir-faire aux acteurs à tous les niveaux et surtout au niveau communal. C'est ainsi que le Parlement des jeunes est de plus en plus sollicité par les acteurs du secteur pour mieux s'adresser aux préoccupations de la jeunesse.

Les jeunes constituent des vecteurs de vulgarisation efficace de bonnes pratiques et par conséquent, de bons agents du changement. Les Universités du Bénin, et les collèges forment de plus en plus de jeunes professionnels dans les secteurs de l'Eau et de l'assainissement.

On peut retenir la participation des jeunes à la campagne de l'opération Stop choléra initiée par OXFAM Québec en collaboration avec le Ministère de la Santé ; la mise en place des Volontaires pour l'Eau et l'Assainissement dans quatre communes dans le Département de l'Ouémé, pour la sensibilisation des autres jeunes à leur implication active dans les actions de promotion de l'AEPHA).

La dynamique générale du GWP pour l'actualisation de la base de données des organisations membres du GWP a été poursuivie en Afrique de l'Ouest. Les efforts ont été faits par un certain nombre de PNEs et la liste actuelle des organisations enregistrées donne 340 membres dont 218 qui réagissent.

En ce qui concerne l'accréditation des PNE et la décision du Comité de Pilotage de les accompagner, des échanges ont été organisés avec les pays, et des missions ont été organisées au Sénégal et en Gambie pour aider les pays à préparer leur dossier d'accréditation. La Gambie a conclu son processus et obtenu son accréditation. La Côte d'Ivoire a, elle aussi soumis son dossier. Des questions ont été posées par le GWPO, qui attendent des clarifications avant de statuer sur les dossiers. Il faut noter que les efforts vers le Togo n'ont pas été fructueux.

La réunion du Comité de Pilotage, et une rencontre dédiée aux PNE ont été tenues du 5 au 7 octobre 2016. Elles ont été précédées le 4 par la rencontre du CBF (Voir tableau des décisions) :

Accréditation

Sur les 15 pays de la CEDEAO, seuls le Liberia et la Sierra Léone n'ont pas pu conclure leur processus de mise en place d'un Partenariat National de l'Eau (PNE). Sur les 13 PNE mis en place, huit à ce jour ont été accrédités par le GWP en tant que partenaires. Il s'agit du Bénin, Burkina, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria. Ces pays ont rempli à un certain moment les conditions pour l'accréditation mais devraient continuer de s'assurer que les critères sont respectés.

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont déposé leur dossier pour lesquels des compléments sont demandés et pour les autres pays, les efforts n'ont pas permis de faire bouger les choses à ce jour.

Les exigences générales pour l'accréditation d'un PNE comprennent de :

a) Se conformer aux principes et valeurs du GWP

- Rendre explicite dans les statuts ou termes de références l'adhésion à ces principes et valeurs
- S'aligner sur les valeurs du GWP (non exclusion, ouverture, transparence, responsabilité, tolérance, équité et solidarité)
- Approche participative
- Considérations sur la GIRE et usage durable de l'eau

b) Se conformer à la politique des partenaires du GWP

- Le recrutement de nouveaux partenaires
- Le partage de l'information et de l'expérience
- Coordination de ses propres activités avec celles du Partenariat
- Soutenir le réseau de toutes ses capacités

c) Se conformer à la charte graphique du GWP

- Le PNE ou PRE doit s'engager par écrit à respecter cette charte une fois l'accréditation accordée.
- Si les conditions d'utilisation du nom et logo du GWP n'est pas conforme, des orientations claires seront données pour amélioration

- Approbation des rapports
- Approbation du programme triennal 2017-2019 et plan de travail 2017
- Orientations pour le renouvellement des organes.

Diversifier les partenariats financiers pour plus d'efficacité

Le processus de mise en place des plateformes régionales avec les acteurs clés régionaux (ZIE, CILSS, UICN, ABV, CCRE/CEDEAO, WASCAL, Université de Ouaga 2,) et des plateformes nationales avec les acteurs en charge des questions de la météorologie, des ressources en eau, de l'agriculture/sécurité alimentaire, du changement climatique au niveau national pour coordonner les actions d'adaptation et de gestion de la sécheresse, qui participe du renforcement des Partenariats dans le cadre du PROGIS, se poursuit. La dimension développement des plans d'action et recherche de financement fait partie des actions. De même, dans la mise en œuvre des projets pilotes, la mobilisation des ressources complémentaires est une orientation convenue avec les partenaires.

Processus de mise en place des plateformes nationales et régionales dans le domaine de la gestion intégrée de la sécheresse

La plateforme virtuelle dynamique sur la Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest (PGIS-AO) est un espace d'échanges sur les questions de la sécheresse et des changements climatiques mise en place dans le cadre du Projet de Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGIS-AO). Ces plateformes ont été mises en place dans chacun des trois pays du projet (Burkina, Mali et Niger) et au niveau régional.

On peut noter déjà à travers les rencontres nationales et régionales une meilleure connaissance des partenaires avec une volonté de mener de façon commune des actions sur la GIS.

Le GWP/AO et les PNE du Burkina Faso, du Mali et du Niger jouent un rôle de facilitateurs pour permettre aux différents points focaux des structures désignées de contribuer fortement à l'animation de la plateforme virtuelle.

Dans le cadre du Programme Conjoint d'Appui à la GIRE (PCA-GIRE) 2015-2019, le PNE-Mali a obtenu en 2015 un financement sur 5 ans pour appuyer la mise en œuvre du PAGIRE. Ce financement lui a permis de développer une étude institutionnelle sur le PNE y compris les amendements nécessaires aux textes constitutifs afin de faire face à cette mission. Il a, dans la foulée, initié le développement du Plan stratégique de renforcement du Partenariat National de l'Eau du Mali 2016-2020 avec un plan d'actions 2016-2020. Il s'agit là d'un exemple qui pourrait aider la région et les autres pays.

Le PNE-Burkina a été encouragé à développer des projets servant de base à la recherche de fonds. Un re-

cueil de 16 notes de projet a été préparé par le PNE-Burkina et des démarches sont en cours auprès des partenaires ciblés pour la recherche des moyens financiers.

Le GWP/AO s'est mis en partenariat avec un certain nombre d'organisations pour postuler à des appels, et notamment :

- avec DHI sur l'Etude de mise en œuvre de l'Observatoire Régional de l'Eau de la CEDEAO. Sous réserve de l'accord de non objection de la BAD, ce travail qui consiste entre autres à collecter des données au niveau des pays est très intéressant pour le GWP/AO.

Le Partenariat Régional de l'eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO) a participé à la 6^{ème} Semaine Africaine de l'Eau au niveau du Secrétariat exécutif régional. M. Dam MOGBANTE, M. Sidi COULIBALY et M. Corneille AHOANSOU ont pris part à la rencontre ainsi que les PNEs Bénin et Côte d'Ivoire qui étaient bien représentés.

Dans le cadre du Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique de l'Ouest mis en œuvre par la CEDEAO avec l'appui financier de la Coopération Suédoise (ASDI), le GWP/AO qui a participé au développement du projet avec le CCRE, et qui est partenaire technique de mise en œuvre, contribue à l'exécution d'un certain nombre d'activités notamment :

- Mener une étude de relecture du document « analyse de la situation et esquisse d'un programme d'action de l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'ouest » du programme d'action genre ;
- Préparer et organiser l'atelier de partage d'expérience et d'activation du réseau de professionnels « cours GIRE ITP ».
- La collaboration va se poursuivre les prochaines années selon la programmation que le CCRE aura établie.

Le GWP/AO et l'UICN/PACO avaient effectué en 2015 une mission dans les régions frontalières de Tillabéry au Niger et Dori au Burkina Faso, dans le cadre de l'élaboration d'un projet conjoint intitulé « Amélioration de la gouvernance de l'eau et des terres dans les sous-bassins transfrontaliers du Moyen Niger (PAGET)-Gourouol et Sirba ». La version provisoire de la note conceptuelle a été étoffée et améliorée avec les commentaires de M. Madiodio NIASSE et DANIDA. La collaboration se poursuit pour la proposer à d'autres bailleurs, et développer le document de projet final. En progression, l'atelier de Léo en décembre 2016 impliquant le bureau national UICN, les PNEs des deux pays, GWP/AO et UICN-PACO a permis d'affiner les éléments du cadre des résultats, et de tracer une feuille de route pour la suite du développement du projet et les contacts avec les bailleurs potentiels.

Plus d'actions avec les jeunes pour assurer l'avenir

Depuis 2015, GWP-AO donne beaucoup de place à la jeunesse et soutient les actions par ou à l'endroit des jeunes dans les pays. C'est ainsi, les jeunes ont un représentant qui siège effectivement au sein du Comité de Pilotage. Un appui financier et technique ont été apportés à l'Association des jeunes Volontaires au Service du Monde Environnemental au Togo pour l'organisation du Concours de poésie et de chanson de son « championnat inter scolaires et universitaires sur l'eau, l'environnement et l'assainissement » à l'occasion de la journée internationale de la Francophonie.

Un appui en 2016 a été apporté au Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau (PMJE) dans le cadre de leur Campagne de Reforestation de la Jeunesse Africaine « Laisse une Empreinte...Différente » pour le reboisement d'arbres. Cette action leur a permis démarrer leurs activités qui devraient concerner 3 pays (Burkina Côte d'Ivoire et Togo) en faveur de la cause environnementale.

SOUS LE HAUT PARRAINAGE DU MINISTRE DE L'EQUIPEMENT RURAL

L'ONG AJVSME International

Organise

Avec l'appui de:














La 1^{ère} édition du Concours de poésie et de chanson à travers le championnat inter scolaire et universitaire sur l'eau, l'assainissement et l'environnement.

Date: 26 mars 2015

Lieu: stade omnisport de Lomé court de basket-ball

Heure: 14H00

Pour tous contacts pour questions relatives au concours appelez 22 42 97 96 ou 22 33 48 80

Conclusion de l'Audit des comptes CORE, WACDEP, PROGIS

« Nous avons mis en œuvre les procédures d'audit prévues et décrites dans les instructions d'audit du Groupe. Nous n'avons aucune observation particulière à signaler à la suite de l'application de ces procédures en dehors des observations formulées dans le rapport sur le contrôle interne.

« Il n'y a pas d'autres questions que nous croyons devoir être portées à votre attention qui nécessitent une intervention ou examen de votre part.

« En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que le rapport financier du Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique (GWP/AO) et des PNE (Burkina, Bénin, Ghana, Mali, et Niger), au 31 Décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date a été préparé en conformité avec les procédures financières du GWP, et donne une image fidèle du résultat et de la situation financière du Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique (GWP/AO) et des PNE (Burkina, Bénin, Ghana, Mali, et Niger). »

Conclusion de l'Audit des comptes du Projet Mékrou

« Nous avons mis en œuvre les procédures d'audit prévues et décrites dans les instructions d'audit du Groupe. Nous n'avons aucune observation particulière à signaler à la suite de l'application de ces procédures en dehors des observations formulées dans le rapport sur le contrôle interne.

« Il n'y a pas d'autres questions que nous croyons devoir être portées à votre attention qui nécessitent une intervention ou examen par vous.

« En conclusion de nos travaux nous sommes d'avis que le rapport financier du Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP/AO) et des PNE du Bénin, du Burkina et du Niger au 31 Décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés en conformité avec les procédures financières du GWP, et donne une image fidèle du résultat et la situation financière du Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP/AO) et des PNE du Bénin, du Burkina et du Niger par le 31 décembre 2016. »

Publications 2016

PILOT PROJECT Burkina Faso

IDMP
Promoting innovative practices of resilience to drought by setting up a multipurpose agroforestry park in the Komki-Ipala commune

What is it about?
Burkina Faso is a Sahel country facing massive degradation of its biodiversity due to drought. Since the 1970s, efforts have been made by the Government, NGOs and civil society to fight against the harmful effects of droughts. Despite these efforts, about 4 million Burkina are still exposed to drought hazards. The analysis of the review of initiatives in the field of drought control showed that in Burkina Faso, measures to control drought were primarily focused on the conservation of the available resources at the expense of restoration measures. The lack of sowing of seedlings planted made the actions of reforestation engaged every year by the institutions to be more frequent than efficient alternatives. Therefore, new and innovative approaches have been experimented as the technique of deferred areas. This practice aims to protect highly degraded land by the implementation of activities for the conservation and restoration of the vegetation cover for the soil to revive naturally and become fertile. The pilot action of the demonstration of the setting up of a multipurpose agroforestry park will adopt this technique because it is simple to implement and effective as well... The integrated and evolutionary nature of the project will be put to the fore to allow for useful reforestation, assisted natural regeneration, protection against disasters, mitigation of natural erosion, creation of a micro climate and fodder production.

Where is the action located?
In the rural commune of KOMKI IPALA/ KADIOGO province.

Why this project?
The project will contribute to the restoration for a sustainable use of ecosystems to increase the resilience of rural populations to droughts. This will include the restoration and management of the vegetation cover and plant biodiversity, generating and sharing knowledge on the project and finally strengthening partnerships and capacities of the beneficiaries.

Who are the beneficiaries?
The primary beneficiaries of this action are the inhabitants of Komki-Ipala / the departmental KODUGUOGO forest farmers group of Komki Ipala as actors for the implementation of plant production.

Fiche d'information

WACDEP Ghana :
Protéger les berges du fleuve pour changer la vie des populations dans la Municipalité de Bawku, les districts de Binduri et de Bongo

De quoi s'agit-il ?
Le projet WACDEP en Ghana vise à améliorer la résilience des populations riveraines face aux effets de la sécheresse et de l'érosion des berges du fleuve Volta. Le projet vise à protéger les berges du fleuve Volta, à restaurer les zones dégradées et à améliorer les conditions de vie des populations riveraines. Le projet vise à protéger les berges du fleuve Volta, à restaurer les zones dégradées et à améliorer les conditions de vie des populations riveraines.

Comment cela marche-t-il ?
Le projet WACDEP en Ghana vise à améliorer la résilience des populations riveraines face aux effets de la sécheresse et de l'érosion des berges du fleuve Volta. Le projet vise à protéger les berges du fleuve Volta, à restaurer les zones dégradées et à améliorer les conditions de vie des populations riveraines.

Quels sont les avantages ?
Le projet WACDEP en Ghana vise à améliorer la résilience des populations riveraines face aux effets de la sécheresse et de l'érosion des berges du fleuve Volta. Le projet vise à protéger les berges du fleuve Volta, à restaurer les zones dégradées et à améliorer les conditions de vie des populations riveraines.

Note politique

Projet transfrontalier de la Mékrou

Gestion concertée du cours d'eau de la Mékrou pour soutenir une croissance économique verte et réduire la pauvreté au Burkina

PRINCIPAUX MESSAGES

- Le projet Mékrou est un important projet qui devrait contribuer à la conservation des ressources en eau et à accompagner les actions visant à améliorer les systèmes actuels de production de cultures d'information sur les ressources en eau, dans le bassin de la Mékrou.
- L'amélioration des conditions de vie des populations riveraines est un objectif du Projet Mékrou. Il importe d'entreprendre quelques actions concertées de développement rural qui ont un impact direct et durable sur la vie des populations du bassin afin de maintenir l'impact et l'engagement que ce projet peut susciter. Ceci peut notamment faciliter la collecte de données de terrain auprès des populations et des acteurs engagés dans la mise en œuvre du projet.
- Les populations, les acteurs du développement ainsi que les autorités locales du bassin de la Mékrou ont des besoins réels de formation dans plusieurs domaines pour améliorer l'efficacité des récoltes et mieux faire face aux problèmes sur le terrain. Un bon programme de renforcement des capacités est indispensable pour une mise en œuvre efficace.
- Les changements climatiques sont une réalité dans le bassin de la Mékrou et ont un impact sur les activités et les conditions de vie des populations riveraines. Il est important d'en prendre compte et de les intégrer dans la planification des actions de développement avec les mesures d'adaptation appropriées.
- Un projet sur la gestion transfrontalière des ressources communes du bassin de la Mékrou doit se mener en parfaite synergie entre les pays impliqués en concertation avec les populations, les différents acteurs du développement local et les autorités locales dans le bassin.
- L'adoption de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau comme cadre d'action au niveau régional pour une cohérence dans les décisions et les politiques est à la fois un défi et une opportunité. Les gouvernements des pays doivent en concertation avec les différents partenaires sociaux développer des moyens pour faciliter la collecte et l'échange de données fiables pour une meilleure compréhension des réalités locales et un développement harmonieux et durable dans le bassin.

PROJET MÉKROU - BÉNIN

Diagnostic institutionnel participatif avec consultation de tous les acteurs principaux couplé et inventaire des projets exécutés ou en cours d'exécution dans la zone du Projet Mékrou et atelier de restitution au Bénin

RAPPORT PRINCIPAL

Novembre 2014

PROJET DE GESTION INTÉGRÉE DE LA SÈCHÈRESSE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PROGIS-AO)

ANALYSE DES PLANS, STRATÉGIES ET SYNTHÈSE DES REVUES DES INITIATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SÈCHÈRESSE : CAS DU BURKINA FASO, MALI ET NIGER

Running Water

Le «Projet Mékrou»

"... soutenir une croissance économique verte et la réduction de la pauvreté au Burkina Faso, au Bénin et au Niger"

Atelier régional de « Validation de l'inventaire des Données, Modèles et Systèmes d'Informations »

Running Water

ACCORD CADRE DE COOPERATION POUR LA PROMOTION DU DIALOGUE POLITIQUE DANS LE BASSIN TRANSFRONTALIER DE LA MEKROU

Texte intégral

Partenaires d'Honneur

M. Athanase COMPAORE, *président de 1999 à 2005*

Dr. Madiodio NIASSE, *président de 2005 à 2009*

Feu Hama Arba DIALLO, *président de 2009 à 2013*

Comité de Pilotage	Comité Technique
<p>Président Pr. Abel AFOUDA</p> <p>Membres désignés Ndey Sireng BAKURIN, Gambie (PNE) Reuben A. HABU, Nigeria (Etats) Ndri KOFFI, Côte d'Ivoire (Associations Professionnelles) Mame Tacko DIALLO, Sénégal (ONG) Pr. Bouréima OUSMANE, Niger (PNE) Adolphe Mondjangni DEGNIDE, Bénin (Etats) Didier S. ZINSOU, Niger (Org. Bassins) Manuel FULCHIRON, Suède (Ex-officio- GWPO) Farida KONE, Burkina, (Jeune- Ex-Officio)</p>	<p>Dr. Yaw OKOPU-ANKOMAH, Ghana (Président) Dr. Karidia SANON, Burkina Dr. Fabien HOUNTONDI, Bénin Dr. Juluis OWEMESOME, Nigeria</p>

Secrétariats PNE

Pays	Président	Coordinateur/ Secrétaire Permanent (Exécutif)
Bénin	André TOUPE	André ZOGO
Burkina	Dibi MILLOGO	Leila SAMBARE
Cap Vert	Mario MONIZ	-
Côte d'Ivoire	Ndri KOFFI	François KOUADIO
Gambie	Ndey Sireng BAKURIN	Momodu NJIE
Ghana	Ben AMPOMAH	Maxwell BOATENG-GYMAH
Guinée	Ibrahima SYLLA	-
Guinée Bissau	-	-
Mali	Mamadou SYLLA	Bourama TRAORE
Niger	Bouréima OUSMANE	Radji GARBA
Nigeria	Moses BECKLEY	Peter SULEH
Sénégal	Antoine THIAW	-
Togo	Abdoulaye TRAORE-ZAKARI	-

Secrétariat Exécutif GWP-AO

Dam MOGBANTE, *Secrétaire Exécutif*

K. N. Reine Esther OUEDRAOGO/SOME, *Assistante Administrative*

Aguiratou YARO/OUEDRAOGO, *Responsable Finances & Administration*

Sidi COULIBALY, *Responsable Communication & Gestion de connaissances*

Corneille AHOUANSOU, *Chargé de Projet (Mékrou)*

Félicité VODOUNHESSI Epse CHABBI-GONNI, *Chargée de Projet (PROGIS)*

Mahamoudou TIEMTORE, *chargé Programme (WACDEP 1)*

Reine Josiane BAZIE/SOME, *Assistante Finances*